

W 4
01/04**PRÉFET
DE LA LOIRE**Liberté
Égalité
Fraternité**ARRETE N°085-DDPP-25****de mesures immédiates prises à titre conservatoire et les conditions de reprise de l'activité du site de
La Ricamarie de la société SAMUEL ROCHE à la suite de la panne de leur évapoconcentrateur**

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L. 512-20, R.512- 9, R.512- 69 et R.512-70,

Vu le décret du président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Alexandre ROCHATTE en qualité de préfet du département de la Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 22 février 2022 portant nomination de M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017, réglementant les activités de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 21 mars 2025, suite à la découverte du rejet au réseau unitaire d'effluents en provenance de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE,

VU le projet d'arrêté préfectoral d'urgence transmis à la société SAMUEL ROCHE le 20 mars 2025 ;

VU les observations présentées par la société SAMUEL ROCHE le 21 mars 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral d'urgence ;

CONSIDERANT que l'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE ne respecte pas les prescriptions de l'article 4.3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE ne respecte pas les prescriptions de l'article 2.5.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017,

CONSIDERANT que l'exploitant est confronté à une panne de son évapoconcentrateur depuis au moins le 7 mars 2025, ce qui l'empêche d'assurer le traitement intégral de ses effluents non pigmentaires

CONSIDERANT qu'en conséquence ses rejets qui représentent les effluents non pigmentaires sont temporairement envoyés au réseau d'assainissement puis à la station d'épuration du Pertuset.

CONSIDERANT que ce rejet n'a jamais été autorisé

CONSIDERANT qu'en l'absence d'analyse sur la compatibilité du rejet de la société SAMUEL ROCHE au réseau d'assainissement, il y a lieu de suspendre le rejet de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE afin de respecter les prescriptions des articles 4.3.1. et 2.5.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant les conditions de rejet au réseau d'assainissement

CONSIDÉRANT que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de *caractériser le rejet effectué au réseau d'assainissement*;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

L'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE est tenu de respecter sous 2 jours:

- les dispositions applicables prévues à l'article 4.3.1 de l'arrêté d'autorisation : rejet zéro,
- En cas d'impossibilité de maintenir dans le temps un rejet zéro, l'exploitant fournira un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R 181-46 du Code de l'environnement. Ce dossier s'attachera notamment à démontrer l'acceptabilité des rejets par la station d'épuration sur la base de l'ensemble des substances présentes dans son procédé.

Article 2 :

Dans l'attente du respect de l'un ou l'autre des exigences de l'article 1, l'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE peut continuer son activité de production dans la mesure où plus aucun effluent n'est rejeté au milieu naturel.

Article 3 :

En cas de non-respect des articles 1 et 2 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Remise du rapport d'accident (R.512-69)

Dans les meilleurs délais et sous une échéance n'excédant pas 7 jours, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'incident qui précise notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'incident ;
- l'analyse détaillée des causes (par exemple de type arbre des causes) et des dysfonctionnements ayant conduit à cet accident, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues ;

- les conséquences de l'incident et des effets sur l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un incident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement ;
- le récolement à l'arrêté préfectoral encadrant l'activité concernée par l'incident ;
- le retour d'expérience des incidents similaires survenus, connus dans les bases de recensement de l'accidentologie de la profession ;

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires

Article 5: Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 6:

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié à la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

Monsieur le Maire de la commune de LA RICAMARIE

Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Saint-Étienne, le

21 MARS 2025

Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général

Le Secrétaire général

Dominique SCHUFFENECKER

